



**Dans l'Éducation nationale,
toutes et tous en grève et dans les manifestations le 18 septembre
pour un autre budget, contre tout budget d'austérité,
pour l'avenir du service public d'Éducation !**

Sans surprise, la rentrée dans l'Éducation nationale confirme la crise structurelle dans laquelle l'École publique est enlisée. Les écoles, collèges et lycées sont asphyxiés par le manque de moyens. Les classes sont surchargées, les vies scolaires sont sous pression, des élèves n'ont pas l'AESH qu'ils devraient pourtant avoir. Tous les personnels quels que soient leurs métiers, témoignent de plus en plus fréquemment de la perte de sens de leurs métiers, la démission n'étant plus un sujet tabou. C'est le résultat de réformes menées au pas de charge et contre les personnels à l'image de la mise en place des nouveaux programmes dans le 1^{er} degré, du « Choc des savoirs » ou de la réforme de la voie professionnelle.

L'austérité salariale pèse lourdement sur l'attractivité de nos métiers comme le montre les résultats aux concours de recrutement ou encore nos premiers bilans de la rentrée. Il n'y avait pas un professeur devant chaque classe à la rentrée, même la ministre l'a reconnu ! Et il n'y aura vraisemblablement pas non plus suffisamment de professeurs pour assurer les remplacements tout au long de l'année. L'Éducation nationale ne tient que par l'engagement de personnels pourtant épuisés et amers. Mais nos collègues n'acceptent pas une telle situation : depuis la rentrée, des équipes se mobilisent, dans un cadre intersyndical, pour dénoncer les conditions de rentrée, exiger un budget et des moyens à la hauteur des besoins.

Les annonces de François Bayrou sur le budget 2026 ont suscité une grande colère. Elle ne retombera pas avec la démission du gouvernement Bayrou. Nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation dénoncent les choix budgétaires faits depuis 2017 à rebours des besoins de l'Éducation nationale et des services publics. Ce qui creuse la dette, ce sont les baisses d'impôts pour les riches et les 211 milliards d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises, pas les nécessaires et urgents investissements pour l'avenir du service public d'Éducation et ses personnels !

Tous ces choix budgétaires marqués par l'austérité vont aggraver la crise structurelle que traverse l'Éducation nationale : la question n'est plus de savoir dans combien de temps elle s'en relèvera mais si elle pourra s'en relever.

Ces choix budgétaires sont aussi dangereux : ils ne peuvent que nourrir le désespoir social sur lequel prospèrent les idées d'extrême droite si dangereuses pour la cohésion sociale et que nous voyons tous les jours, avec inquiétude, s'ancrer dans notre quotidien. Ils contribuent aussi à aggraver la crise sociale et démocratique que traverse notre pays depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation exigent que la totalité des mesures présentées cet été dans le budget soit abandonnée par le nouveau gouvernement. Elles exigent aussi un changement de cap budgétaire porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale.

Elles partagent notamment l'exigence d'une augmentation des salaires sans contreparties pour toutes et tous. Il faut aussi un changement de cap pour les politiques éducatives. Nos organisations refusent des suppressions d'emplois prétendument légitimées par la baisse démographique : la boussole de toute politique éducative ne doit pas être la logique comptable, mais bien humaine et

éducative. Elles exigent la création de tous les postes nécessaires dans nos métiers. Elles exigent aussi un statut de la Fonction publique pour les AESH. Le budget nécessaire à la rénovation du bâti scolaire doit être dégagé.

La gravité de la situation, où notre modèle social est en péril, appelle une réaction forte et déterminée : c'est le moment d'agir pour gagner un autre budget et refuser tout budget d'austérité. C'est bien par la mobilisation de toutes et tous que nous pourrons le gagner.

Dès maintenant, nos organisations FSU, UNSA Education, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation

- appellent à organiser des heures d'informations syndicales pour faire le bilan de la rentrée, informer les collègues du caractère brutal, injuste et inacceptable des mesures d'austérité**
- soutiennent les mobilisations locales en lien avec le 18 septembre décidées et menées dans le cadre de l'intersyndicale pour dénoncer les conditions locales de rentrée, refuser l'austérité et exiger des moyens à la hauteur des besoins**
- appellent à se mobiliser par la grève et la manifestation le jeudi 18 septembre et à se réunir pour discuter des suites. La participation de chacune et chacun à cette journée sera décisive.**

Nos organisations restent en contact pour faire un point en amont de la journée de mobilisation du 18 septembre et se reverront rapidement après le 18 septembre pour prendre toute initiative nécessaire.

A Paris, le 12 septembre 2025